

Fonction publique : les syndicats furieux après l'annonce du gel de l'indice salarial en 2012

Par l'AFP Publié le 20/04/2011

Le gouvernement a annoncé mardi 19 avril 2011 le gel de l'indice salarial des fonctionnaires en 2012 pour la deuxième année consécutive, tout en insistant sur le maintien du pouvoir d'achat des quelque 5 millions d'agents, sans toutefois convaincre des syndicats furieux.

Les organisations syndicales ont clairement manifesté leur colère après la réunion avec les ministres François Baroin et Georges Tron, et promis de se retrouver le 28 avril pour décider des actions à mener.

Jean-Marc Canon (CGT) s'est dit « profondément mécontent », évoquant « une mesure sans précédent depuis la Libération ».

Selon lui, le point d'indice est bien « la pierre angulaire » de la rémunération des fonctionnaires et les syndicats « ne peuvent pas cautionner une perte du pouvoir d'achat », alors que l'inflation est estimée à 2 % par l'Insee.

La FSU et l'Unsa ont jugé la décision du gouvernement « inacceptable » tandis que la CFDT s'est dite « déçue et indignée ».

Solidaires a souligné pour sa part que les fonctionnaires « en ont assez de se serrer la ceinture », la CFTC regrettant que la réunion ait « servi à justifier une politique de rigueur budgétaire que les agents devront subir ».

Action la plus large possible - FO a annoncé qu'il envisage « d'organiser une action la plus large possible pour contraindre le gouvernement à ouvrir de véritables négociations ».

« On ne peut pas retourner vers les personnels en leur disant il n'y a rien et il n'y aura rien », a dit de son côté Brigitte Jumel (CFDT) à l'AFP. « Il y a vraiment ce besoin de réagir ensemble à des propositions terriblement insatisfaisantes ».

Georges Tron a affirmé mardi soir sur BFM-Business que le pouvoir d'achat allait augmenter dans le public « bien plus que dans le secteur privé ».

Pour la CFE-CGC, le gel du point et la hausse progressive des cotisations retraites d'ici 2020 (de 7,85 % à 10,55 %), vont au contraire engendrer une perte du pouvoir d'achat de 4 % supplémentaires pour les agents.

Le syndicat, comme d'autres organisations, estime que les fonctionnaires ont perdu environ 10 % de leur pouvoir d'achat depuis une dizaine d'années.